



En hausse

AUSTRALIE – Le pays, dont l'économie est portée par la vigueur de son secteur minier, a enregistré une croissance de 1,3 % de son produit intérieur brut (PIB) au premier trimestre par rapport au trimestre précédent (+ 4,3 % sur un an), très au-delà des attentes. – (AFP.)



En baisse

CHYPRE – Après le gouverneur de la banque centrale, c'est le gouvernement qui a reconnu, mardi 5 juin, qu'il existe « *une possibilité sérieuse* » que l'île ait besoin d'un soutien financier de l'Union européenne pour son système bancaire, fragilisé par son exposition à la dette grecque.

Les cours du jour

(06/06/12, 09 h 56)

EURO	1 euro	1,2517 dollar (achat)
OR	Once d'or	1606 dollars
PÉTROLE	Light Sweet Crude	85,05 dollars
TAUX D'INTÉRÊT	France	2,37 (à dix ans)
TAUX D'INTÉRÊT	Etats-Unis	1,6 (à dix ans)

LA CRISE DE LA ZONE EURO

L'aide de la zone euro à Madrid est imminente

Contre l'avis de ses partenaires, l'Allemagne veut imposer un vaste programme d'austérité à l'Espagne

Bruxelles
Bureau européen

Le gouvernement de Mariano Rajoy n'a encore demandé aucune aide, mais les préparatifs s'accroissent dans les capitales européennes : un plan d'assistance aux banques espagnoles a désormais toutes les chances d'être activé avant la fin du mois de juin, selon nos informations.

Les Etats de la zone euro sont prêts à actionner leur fonds de secours en faveur du secteur bancaire, mais ils divergent sur l'ampleur du programme, en raison des exigences de l'Allemagne. On parle d'une soixantaine de milliards d'euros. Et de conditions, en contrepartie, qui seraient plus légères que celles négociées avec la Grèce, l'Irlande et le Portugal. Certains imaginent même de boucler l'aide avant le 17 juin et le second scrutin législatif grec dont l'issue reste incertaine. Une façon de protéger l'Espagne, en cas de chaos politique persistant à Athènes.

De l'avis général, il est urgent d'agir afin de ne pas laisser la situation du pays, et de ses banques plombées par la crise immobilière, se dégrader davantage. La gestion jugée pour le moins anxiogène du naufrage de Bankia par le gouvernement Rajoy suscite une dangereuse paralysie des échanges de liquidités entre les banques espagnoles. Il serait désormais trop risqué d'attendre la mise en place, courant juillet en principe, du Mécanisme européen de stabilité (MES), le dispositif permanent de secours. Le Fonds européen de stabilité financière (FESF) est d'ores et déjà disponible : depuis juillet 2011, il peut être activé pour recapitaliser indirectement les banques, par le biais d'une aide ciblée à l'Etat espagnol. Mais l'ampleur du programme

Moody's dégrade la note de huit banques allemandes

L'agence de notation financière, Moody's, a annoncé, mercredi 6 juin, avoir abaissé la note de crédit de huit banques allemandes, parmi lesquelles Commerz-Bank et plusieurs banques régionales. La première banque du pays, Deutsche Bank, faisant l'objet d'un examen à part, ne figure pas dans la liste. Ces sanctions reflètent « le risque croissant de nouveaux chocs



Manifestations devant Bankia, à Barcelone, pour protester contre l'aide de l'Etat pour sauver la banque espagnole, le samedi 2 juin. EMILIO MORENATTI/AP PHOTO

fait l'objet de vives tractations au sein de l'Union monétaire. Berlin insiste pour élargir le plan, afin d'obliger Madrid à négocier un vrai programme d'assainissement. « *Ce n'est pas attractif pour l'Espagne, qui ne demandera jamais d'aide dans ces conditions*, dit un expert au fait des discussions. Et ce serait très coûteux pour la zone euro. »

émanant de la crise de la dette en zone euro », explique l'agence. Pour la plupart des établissements, la dégradation se limite toutefois à un cran. L'« *environnement [reste] relativement clémente sur le marché domestique allemand* » et des mesures ont déjà été prises par les banques du pays pour renforcer leur situation financière, note en effet Moody's.

Pour de nombreuses capitales, dont Paris, il n'est pas question de prendre en charge la totalité du financement public espagnol, puisque Madrid garde un accès aux marchés. Il s'agit plutôt de circonscrire le plan d'aide, et les conditions qui lui sont attachées, au seul secteur bancaire. Avec deux priorités : obliger le gouvernement à faire enfin la lumière sur les besoins du secteur, puis à restructurer toutes les banques en difficulté. Il est désormais convenu, sous la pression générale, que les résultats d'un premier audit (banques espagnoles – mené par les cabinets de consultants Roland Berger et Oliver Wyman – seront dévoilés quelques jours avant le Conseil européen des 28 et 29 juin. D'ici là, les échéances pourraient se précipiter. Le 11 juin, le Fonds monétaire international doit publier les conclusions de ses

tests de résistance des banques espagnoles. Le diagnostic ne serait pas bon, sans être catastrophique ; les besoins de recapitalisation dépasseraient les 50 milliards d'euros, mais seraient encore loin des 100 milliards avancés par de nombreux experts.

Pression internationale

« *La publication du rapport du FMI pourrait être le déclencheur de la demande espagnole*, veut croire un haut responsable financier. Tout va dépendre de la façon dont le gouvernement espagnol évalue la situation. » A ce jour, Madrid se refuse à demander de l'aide, affirmant être en mesure de recapitaliser seules les banques en difficulté. Mais les esprits évoluent au sein du gouvernement Rajoy, tandis que les coûts de financement du pays battent chaque jour de nouveaux records :

« *La prime de risque signifie que l'Espagne n'a plus accès aux marchés* », a constaté Cristobal Montoro, le ministre du budget espagnol, mardi 5 juin au matin. La recapitalisation des banques, a-t-il suggéré, peut se faire par le biais des « *mécanismes européens* ». Depuis des semaines, l'Espagne milite, avec la France, pour permettre au futur fonds de secours, le MES, de recapitaliser directement les banques, sans passer par l'Etat et le plan d'austérité que ne manqueraient pas d'exiger Angela Merkel. Une option qui bute sur deux incertitudes : d'une part, la création de ce mécanisme n'a été ratifiée que par quatre pays – France, Grèce, Portugal et Slovaquie – et risque de prendre du retard. D'autre part, une refonte de son mode de fonctionnement n'est possible qu'à l'unanimité. Or, Berlin refuse à ce stade toute recapitalisation

directe des banques sans en passer par l'Etat concerné. Face à l'urgence, la pression internationale est à son comble. La situation de l'Espagne et celle de la Grèce ont fait l'objet de discussions lors d'une conférence téléphonique des ministres des finances du G7, mardi 5 juin. Etats-Unis, Japon et Canada pressent l'Europe d'agir « *rapidement* », si possible d'ici au prochain sommet du G20 au Mexique, les 18 et 19 juin. « *Des mesures de renforcement du secteur bancaire européen seront particulièrement importantes dans ce laps de temps* », a martelé Jay Carney, le porte-parole du président américain Barack Obama, mardi. Pour la première fois, le Fonds monétaire international s'abstiendrait cependant de participer à l'opération, faute d'instrument spécifique pour soutenir les banques. ■

PHILIPPE RICARD

Les entreprises, en mal de crédit, ont du mal à survivre

Madrid
Correspondance

En Espagne, les chefs d'entreprise ont peur. Depuis le début de la crise, ils ont vu l'accès au crédit bancaire réduit, paralysant leur développement, aggravant les problèmes de trésorerie alors que les clients paient de plus en plus tard, conduisant, parfois, à la faillite. Les deux dernières réformes du droit financier, approuvées par le gouvernement en février et mai, ont des banques qu'elles proviennent de 84 milliards d'euros supplémentaires sur les actifs « *problématiques* » ou susceptibles de l'être, hérités de l'effondrement de la bulle immobilière. « *Plus les banques ont des provisions, moins elles bloquent des flux de crédit* », explique la vice-présidente de la Confédération nationale des associations de travailleurs indépendants, María Ferrero.

Selon l'ATA, 80 % des auto-entrepreneurs ont déjà des difficultés d'accès au crédit bancaire et 50 % se voient tout bonnement refuser leur financement. C'est le cas de Jesús García Quintana, copropriétaire d'une cafétéria dans le centre historique de Valence, sur la côte méditerranéenne. « *Après vingt-cinq années d'activité, je risque de fermer parce que les banques ne me prêtent plus de quoi tenir durant la basse saison, alors que durant l'été je devrais me refaire une santé* », explique-t-il. Le président de la Confédération espagnole des petites et moyennes entreprises (Cepyme), Jesús Terciado, a aussi tiré la sonnette d'alarme le 15 mai : « *le plus grand problème des entreprises est le manque de crédit* », a-t-il déclaré, avant de rappeler que trois millions de chefs d'entreprise sont « *solvables* » mais ne peuvent pas obtenir de crédits, qu'ils

soient « *bon marché ou chers*. » Les banques, qui ont concédé trop facilement des prêts durant les années de la croissance, ont fermé les robinets. Aujourd'hui, elles cherchent à réduire l'endettement privé, qui est passé de 100 % du produit intérieur brut (PIB) en 2001 à 200 % en 2008 !

Repenser un modèle

Ce processus « *menace le tissu socio-économique, fait augmenter le chômage et chuter la consommation*, estime M^{me} Ferrero. S'il n'y a pas de solution, nous ne parlerons plus de récession mais de dépression ». Sans compter les conséquences sur les nouvelles générations d'entrepreneurs, empêchées de semer les bases d'un nouveau tissu économique alors même que les économistes s'accordent sur la nécessité, pour l'Espagne, de moderniser et repenser un modèle productif trop long-

temps basé sur la construction et le tourisme. « *Si l'Espagne veut sortir de la crise, elle doit compter sur les jeunes entrepreneurs qui ont des idées* », souligne Oscar Hormigos, président-fondateur de TheAppDate, petite entreprise qui présente chaque mois une sélection des meilleurs projets espagnols de création d'applications pour la téléphonie mobile. « *Notre marché est global, non pas local. Il croît de manière exponentielle et crée des milliers d'emplois. Mais en Espagne, tous les mois nous recevons une vingtaine de projets d'applications de gens qui ne trouvent pas de financement* », souligne ce chef d'entreprise dynamique de 39 ans, qui a trouvé dans le sponsoring, l'internationalisation et l'investissement de partenaires privés une solution à la fermeture des crédits. ■

SANDRINE MOREL

Sur France Info

“A LA UNE DU MONDE”

du lundi au vendredi
à 21h25

avec
Le Monde

france
info
franceinfo.fr

L'union bancaire, un premier pas vers l'union budgétaire

Impensable il y a six mois, ce projet trouve aujourd'hui de plus en plus de partisans

Analyse

Et si de la crise de la zone euro, du chaos ambiant, naissait une véritable avancée pour la construction européenne ? Depuis une semaine, à la faveur de l'aggravation des difficultés de l'Espagne, une idée neuve alimente les conversations des décideurs européens : l'union bancaire.

Ce concept, qui a les faveurs de la Commission et de la très orthodoxe Banque centrale européenne (BCE), consiste en trois grandes réformes, menées au niveau européen : une surveillance centralisée des banques, un mécanisme commun d'assurance des dépôts des clients, et un même schéma de résolution des crises.

Inimaginables il y a six mois – quand les Etats pensaient encore pouvoir défendre le principe de souveraineté et les autorités de tutelle leurs prérogatives en matière de contrôle bancaire –, ces réformes trouvent aujourd'hui de plus en plus de partisans.

L'union bancaire représente une chance pour l'Europe, celle de se doter d'un cadre commun et sûr, de nature à mieux anticiper les crises bancaires – ou, le cas échéant, à mieux les résoudre – et de nature également à mieux protéger les citoyens européens, en tant que clients mais aussi en tant que contribuables.

Concrètement, avec un tel dispositif harmonisé, l'Europe se mettrait à l'abri d'éventuels mouvements de panique bancaire, les fameux *bank run* qui voient les déposants retirer leur argent des banques et qui émaillent l'histoire des crises financières. Aujourd'hui, ils pourraient affecter les pays fragiles de la zone euro, si leur situation venait à se dégrader brutalement (Grèce, Espagne etc.).

L'euro, une « mauvaise idée » dont on peut se passer

Thilo Sarrazin, le retour. Moins de deux ans après la publication, en septembre 2010, de son best-seller controversé *Deutschland schafft sich ab* (« L'Allemagne court à sa perte », éd. DVA), l'ancien membre du directoire de la Bundesbank récidive en publiant *Europa braucht den Euro nicht* (« L'Europe n'a pas besoin de l'euro », éd. DVA, 464 p.). Si l'éditeur ne fournit pas de chiffres, l'institut spécialisé Media Control affirme que ce livre, sorti le 22 mai, figure déjà en tête des ventes. La première semaine, sa diffusion aurait dépassé de 80 % celle du précédent essai durant la même période. Durant des mois, ce livre, qui explique que l'Allemagne court à sa perte en raison du trop grand nombre d'immigrés, avait trôné en tête de tous les palmarès.

Mettre fin à la force du mark

Le nouveau livre de M. Sarrazin n'est pas d'une lecture évidente. Malgré un effort pédagogique, ce voyage au sein de l'économie européenne est souvent aride. L'auteur critique l'euro mais se garde de toute provocation. Il désapprouve même la proposition de l'ancien patron du patronat allemand, Hans-Olaf Henkel, de bâtir un euro du Nord autour de l'Allemagne et un euro du Sud autour de la France.

Pourtant, la France n'est pas en odeur de sainteté. Les Fran-

Une union bancaire permettrait aussi d'éviter que le phénomène dit du *flight-to-quality* (« fuite vers la qualité ») – cette recherche des placements sûrs lors des krachs boursiers que l'on peut déjà constater sur les marchés de capitaux – s'étende aux banques, en poussant les clients à arbitrer en faveur des systèmes de garantie des dépôts les plus favorables.

Epauler la BCE

De plus, disposer d'un contrôleur bancaire européen unique, qui travaillerait en coordination avec les contrôleurs nationaux (banques centrales, ministères des finances, etc.), permettrait d'épauler la BCE et de clarifier ses missions. L'autorité monétaire a en effet soutenu à bout de bras le système bancaire européen au cours des derniers mois, en y injectant 1 000 milliards d'euros de liquidités, pour qu'il puisse se refinancer au plus fort de la crise.

Dans le cadre d'une union bancaire, en cas de problèmes de liquidités, la BCE, prêteur en dernier ressort, interviendrait sur injonction du superviseur bancaire européen. Les crises bancaires seraient réglées au niveau fédéral, exactement comme aux Etats-Unis.

Plus important encore, l'union bancaire pourrait constituer un premier pas vers l'union budgétaire, qui peine à se mettre en place, et contribuer à l'avancement de la construction européenne. De fait, l'instauration d'un fonds commun de garantie des dépôts suppose une ressource budgétaire commune. Un premier pas vers une convergence budgétaire... Une avancée à ce titre sans doute plus facile à réaliser à dix-sept pays, au sein d'un même système monétaire, l'euro, qu'à vingt-sept. ■

ANNE MICHEL

çais voulaient l'euro « pour mettre enfin un terme à la force de la monnaie allemande jugée pénible et dégradante ». Et durant la crise, « on pouvait parfois avoir l'impression que Jean-Claude Trichet, président de la Banque centrale européenne, agissait plutôt comme un très haut représentant de la République française que comme président de la BCE ».

Construction politique, l'euro est dès le départ une mauvaise idée dont personne n'a vraiment tiré profit, estime cet ancien responsable social-démocrate. Ni l'Allemagne, dont la croissance n'a pas été supérieure aux pays d'Europe du Nord non-membres de la zone euro, ni les pays du Sud, qui ne peuvent plus dévaluer, ni la France ni l'Italie, dont, selon lui, le niveau de vie a été pénalisé par l'euro.

Pour lui, l'euro n'a pas apporté ce qu'on est en droit d'attendre d'une monnaie : de la croissance, de l'emploi, du bien-être. Le mieux serait maintenant que les pays qui, comme la Grèce, sont en crise, sortent de l'euro. Contrairement à Angela Merkel, M. Sarrazin ne juge pas que « si l'euro échoue, l'Europe échoue ». L'Europe, qui a très bien fonctionné avant la monnaie unique, continuerait de le faire après, affirme tranquillement M. Sarrazin. ■

FRÉDÉRIC LEMAÎTRE (BERLIN, CORRESPONDANT)

Faible demande et hausse de l'offre : le prix du pétrole devrait continuer à baisser

Un baril proche de 100 dollars satisfait les pays producteurs, moins les pays consommateurs

François Hollande a au moins une bonne raison de se réjouir dans un environnement économique et social inquiétant : les prix du pétrole sont orientés à la baisse depuis deux mois et ils pourraient poursuivre leur décrue au second semestre, même si l'affaiblissement de l'euro face au dollar en réduit les effets bénéfiques. Au moins le chef de l'Etat peut-il remettre à plus tard le gel des prix des carburants à la pompe qu'il avait promis au cours de la campagne présidentielle.

Lorsque M. Hollande avait pris cet engagement, le prix du baril de Brent de la mer du Nord oscillait autour de 120 dollars, grimpant même jusqu'à 126 dollars en mars. Il s'est maintenu sous les 100 dollars, mardi 5 juin, terminant la séance à 99,77 dollars. A Londres et retrouvant son niveau du début de 2011. A New York, le light sweet crude (WTI) pour livraison en juillet, en très léger rebond, a terminé la séance à 84,29 dollars.

Il ne faut pas se réjouir trop tôt de cette baisse, qui n'est que le résultat d'une dégradation de la conjoncture économique mondiale. Quand la croissance s'essouffle aux Etats-Unis et en Chine (les deux premières économies mondiales et les deux premiers consommateurs d'énergie) et que la crise de la dette souveraine et du système bancaire de la zone euro assombrit les perspectives de croissance, les cours de l'or noir plongent.

La dégradation du marché américain de l'emploi, annoncée le 1^{er} juin, a accéléré un recul amorcé il y a deux mois. « *De mauvaises statistiques économiques aux Etats-*



L'Irak augmente sa production de pétrole. Ici, province d'Al-Basra. ATEF HASSAN/REUTERS

Unis et en Chine, ainsi que la crise de la dette souveraine en zone euro entraînent une appréciation du dollar et mettent de fait le marché des matières premières sous pression», soulignent les analystes de la Commerzbank. Cette appréciation du billet vert renchérit le pétrole et freine l'appétit des investisseurs pour une matière première libellée dans cette devise.

Depuis des semaines, les investisseurs redoutent une baisse prolongée de la demande mondiale de brut. Y compris en provenance de Chine, frappée par un ralentissement de sa production manufacturière (30 % du produit intérieur brut) en mai pour le septième mois consécutif. Au premier trimestre, la croissance du pays est tombée à 8,1 % en rythme annuel, niveau le plus bas depuis trois ans.

« *Le repli des cours du pétrole devrait se poursuivre au second semestre* », a prévenu Peter Voser, PDG de Royal Dutch Shell, lors du congrès mondial du gaz qui se tient jusqu'à la fin de la semaine à Kuala Lumpur en Malaisie.

Car la faiblesse de la demande s'ajoute un accroissement de l'offre : l'Irak augmente sa production, l'Arabie saoudite n'a jamais autant pompé de pétrole depuis trente ans et les Etats-Unis développent rapidement leurs champs

de shale oil (pétrole de schiste). M. Voser a annoncé que Shell allait réduire ses investissements dans le gaz de schiste américain au profit du pétrole de schiste.

Une absence de risque de pénurie que les dirigeants de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) ne manqueront pas de souligner le 14 juin, à Vienne, lors de leur réunion semestrielle.

L'Arabie saoudite n'a jamais autant pompé de brut depuis trente ans

Autre facteur-clé : la reprise des discussions sur le programme nucléaire iranien entre Téhéran et les Occidentaux. Elle a éloigné le spectre d'un blocage du détroit d'Ormuz par lequel transite plus de 35 % du brut transporté par voie maritime. Une escalade aurait entraîné un renchérissement d'environ 30 dollars du baril, a prévenu le Fonds monétaire international.

Le retrait de 1 million de barils de brut iranien d'ici à juillet (sur 2,2 millions exportés), en application de l'embargo décrété par les Américains et les Européens, ne déséquilibrera pas le marché. La

prime de risque a déjà été « *gommée* » par les investisseurs, estime Christophe de Margerie, le PDG de Total.

Il reste que de grands pays producteurs, comme l'Irak et les Emirats arabes unis, prennent leurs précautions pour réduire le transit du brut par ce détroit de tous les dangers. Les deux tiers du pétrole des Emirats sera désormais acheminé par un oléoduc ouvert en juin jusqu'au port de Foujeirah, en aval du détroit d'Ormuz. De son côté, Bagdad essaie d'accroître ses exportations via la Turquie et par voie routière pour éviter le terminal de Bassorah.

Le prix de 100 dollars le baril de Brent satisfait des pays producteurs, naguère calés sur 80 dollars. Il reste pourtant trop élevé, a regretté la directrice de l'Agence internationale de l'énergie lors du congrès de Kuala Lumpur. Pour Maria van der Hoeven, qui défend les intérêts des pays consommateurs, « *ces prix à trois chiffres ou quasiment – et dans certains cas la hausse est accentuée par la faiblesse des devises du pays – représentent un lourd fardeau sur les budgets des foyers et des pays* ». A ce niveau, juge-t-elle, le coût du pétrole fait peser une lourde hypothèque sur l'économie mondiale. ■

JEAN-MICHEL BEZAT

Après les tremblements de terre en Emilie-Romagne, patrons et salariés voudraient reprendre le travail

3 500 entreprises attendent leur réouverture et 20 000 personnes sont au chômage technique

Rome
Correspondant

L'Emilie-Romagne veut reprendre le travail. Après deux séismes, le 20 mai et le 29 mai, dans la région de Modène, ayant causé la mort de 24 personnes, dont de nombreux ouvriers, cette région de l'Italie ne se résigne pas à rester les bras croisés devant des usines fermées.

Environ 3 500 d'entre elles sont en attente de recevoir un avis de réouverture délivré par la protection civile italienne ou des techniciens spécialisés privés. Au total, 20 000 personnes sont au chômage technique, alors que la terre chaque jour continue de trembler.

Pour une fois, ce n'est pas une zone déjà sinistrée ou faiblement industrialisée, comme les Abruzzes ou la Sicile, qui doit faire les comptes après une catastrophe naturelle. L'Emilie-Romagne est riche et prospère. Le taux de chômage frôle les 4 %, quand, dans le reste de l'Italie, il s'établit à 10,2 %.

Ici, dans d'innombrables PME, on produit environ 1 % du produit intérieur brut (PIB). Aussi les entrepreneurs ne veulent-ils pas se faire oublier quand les envoyés spéciaux des journaux seront repartis. Spécialisée dans l'industrie agroalimentaire (parmesan, vinaigre balsamique), la céramique et l'industrie biomédicale, cette zone a subi des dégâts industriels estimés à 5 milliards d'euros.

Le gouvernement a prévu une mise en œuvre immédiate des aides, qui passeront par une hausse de 2 centimes d'euro des taxes sur les carburants, le recul de la date du paiement des tranches d'impôts et la possibilité pour les communes de déroger au pacte de stabilité, soit de s'endetter ; l'Union européenne a prévu une aide immédiate de près de 200 millions d'euros.

Mais cette solidarité ne calme pas les craintes de nombreux patrons et de leurs salariés. Les 500 000 meules de parmesan

endommagées pourront être converties en fromage râpé. Cette spécialité, ne pouvant être produite que sur place, ne craint pas grand-chose, tout comme le vin de Modène ou le jambon de Parme.

Il n'en va pas de même pour les entreprises biomédicales, le plus souvent étrangères, qui pourraient être tentées de transférer leurs activités ailleurs dans le cas où les autorisations de réouverture tarderaient à venir.

Le tourisme aussi à la peine

Or les magistrats ont annoncé l'ouverture de plusieurs enquêtes pour faire la lumière sur les responsabilités dans l'effondrement de diverses usines, ce qui pourrait faire fuir des multinationales.

Au cours d'une réunion du patronat, lundi 4 juin, à Modène, le directeur italien d'une société allemande a avoué avoir minimisé l'ampleur du dernier séisme, le 29 mai, pour ne pas donner à ses

actionnaires un argument pour délocaliser l'entreprise.

Enfin, le tourisme est lui aussi à la peine. Les hôteliers de Bologne, Parme et Ferrare enregistrent de nombreuses annulations de la part de touristes étrangers persuadés que la région n'est plus qu'un tas de pierres.

« *Il faut rouvrir les entreprises sans prendre de risque mais en faisant vite* », a expliqué Gior Squinzi, nouveau président d'Confindustria, le Medef trappin.

Cette urgence, partagée par nombreux salariés craignant perdre leur emploi, ne va pas un peu d'inconscience, voire de cynisme de la part de quelques patrons. Une entreprise près de Modène, a ainsi avisés salariés à reprendre le travail non sans qu'ils aient signé au préalable « *une décharge dégageant l'entreprise de toute responsabilité pénale et civile* » en cas de nouveau drame. ■

PHILIPP